
Le sous-financement des établissements d'enseignement postsecondaire

par Harvey Hodder, député provincial

Au Canada, le financement des établissements d'enseignement postsecondaire constituera l'un des principaux débats publics de la décennie. Dans le présent article, on examinera dans quelle mesure nous sommes prêts à relever le défi que nous pose l'économie mondiale du savoir.

Une étude récente menée par l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU) montre un déclin alarmant du financement fédéral-provincial de l'enseignement postsecondaire au cours de la dernière décennie. Voici les points saillants de cette étude :

- Les dépenses publiques au titre de l'enseignement postsecondaire, mesurées par habitant et en dollars constants, sont 14 % inférieures à ce qu'elles étaient en 1991-1992 pour l'ensemble du pays. Ce déclin est plus accentué en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve. Les dépenses par habitant sont plus élevées à Terre-Neuve qu'en Nouvelle-Écosse, principalement parce que la population terre-neuvienne a chuté d'environ 20 000 personnes durant la décennie, tandis que celle de la Nouvelle-Écosse a augmenté, comme dans toutes les autres provinces d'ailleurs.
- Les disparités entre les provinces sont de plus en plus marquées. Même si Terre-Neuve, la province la plus pauvre au Canada, a affiché le plus fort déclin des dépenses par habitant, elle consacre toujours 60 % de plus par habitant aux subventions de fonctionnement des universités que l'Ontario, province la plus riche du pays.
- Les réductions des transferts fédéraux constituent une cause importante de la diminution de l'aide fournie par les provinces au chapitre de l'enseignement postsecondaire. Même après les majorations récemment annoncées du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), les transferts de fonds fédéraux demeurent

de beaucoup inférieurs à ceux des années précédentes. Il est difficile de déterminer quelle proportion du TCSPS est consacrée à l'enseignement postsecondaire, mais, si nous supposons que les transferts sont répartis dans les mêmes proportions qu'ils l'étaient avant la création du TCSPS, la contribution fédérale à l'enseignement postsecondaire dans l'ensemble du pays a chuté de 34 % depuis 1992, puisqu'elle est passée de 2,9 milliards de dollars à 1,9 milliard. En proportion de l'économie, les transferts de fonds fédéraux au titre de l'enseignement postsecondaire ont atteint leur plus bas niveau en plus de 30 ans.

- Pour ramener les dépenses en dollars constants à leur niveau de 1991-1992, il faudrait investir immédiatement près de 2 milliards de dollars dans tout le pays, dont environ 40 millions à Terre-Neuve.

Une étude menée conjointement par l'Association des universités de l'Atlantique et le Conseil économique des provinces de l'Atlantique (janvier 2000) signale que la croissance des contributions du secteur privé aux universités de l'Atlantique ne compense pas la réduction des dépenses publiques. Dans le Canada atlantique, ces contributions progressent à tout juste la moitié du taux d'augmentation observé dans les autres universités canadiennes, ce qui accentue encore plus les disparités entre les provinces dans le financement de l'enseignement postsecondaire. Ainsi, l'Université Memorial, à Terre-Neuve, tire moins de 3 % de ses recettes de legs, dons et subventions non gouvernementales comparativement à près de 12 % en Ontario et à moins de 5 % dans les autres universités de l'Atlantique.

Il est donc impérieux sur le plan économique et social de recommencer à investir des fonds publics dans l'enseignement postsecondaire. Si nous y renonçons, nous le ferons à nos propres risques.

Harvey Hodder représente la circonscription de Waterford Valley à l'Assemblée législative de Terre-Neuve et du Labrador. Voici une version révisée d'un exposé présenté à l'occasion du 23^e Colloque régional canadien, qui s'est tenu à Halifax en octobre 2000.

Le déclin des dépenses publiques et la faiblesse relative des contributions du secteur privé ont forcé les universités de l'Atlantique à accroître les frais de scolarité et les frais connexes afin de compenser ce manque à gagner. Ainsi, à Terre-Neuve, les frais de scolarité ont été majorés de 300 % depuis le début des années 90 – soit la plus forte augmentation de tout le Canada –, tandis qu'ils doubleraient en Nouvelle-Écosse, province où ils sont maintenant les plus élevés au pays.

Cette dépendance de plus en plus grande à l'égard des frais de scolarité est en train d'éroder la qualité et l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire.

- Nous risquons de revenir à un système d'enseignement postsecondaire auquel seuls les membres d'une élite économique pourront avoir accès. En raison de cette dépendance à l'égard des frais de scolarité, les jeunes provenant de familles à faible revenu ont de plus en plus de difficulté à mener des études postsecondaires. L'étude de l'ACPPU a démontré que le taux de fréquentation des jeunes provenant des familles à faible revenu croît beaucoup plus lentement que celui des groupes des classes moyenne et supérieure. Or, on compte plus de familles à faible revenu dans l'Atlantique que partout ailleurs au pays.
- Même les jeunes des familles à revenu moyen doivent rembourser pendant des années la dette qu'ils ont contractée pour faire leurs études. Tout comme les frais de scolarité, le taux d'endettement des étudiants a explosé. La fédération des étudiants de l'Université Memorial estime que les bacheliers doivent rembourser des dettes supérieures à 30 000 \$. Cette dette est encore plus élevée dans le cas des étudiants inscrits à des programmes professionnels ou de deuxième ou troisième cycle, puisque les frais de scolarité sont alors plus élevés et les études plus longues. Ce fort niveau d'endettement des nouveaux diplômés et travailleurs a de sérieuses conséquences pour l'économie. Il en résulte, tout d'abord, une augmentation marquée de l'exode des cerveaux, puisque de plus en plus de diplômés recherchent des emplois plus rémunérateurs offerts à l'extérieur de la région afin de rembourser leurs dettes d'études. Puis, les diplômés qui demeurent dans la région reportent à plus tard des décisions économiques cruciales comme le mariage, les enfants, l'achat d'une maison ou d'un autre bien durable coûteux, ce qui a un impact négatif sur l'économie de la région.
- Comme les crédits gouvernementaux diminuent, les universités ont de plus en plus de difficulté à recruter de bons enseignants et chercheurs et à les garder à leur service. Ainsi, la rémunération des professeurs de l'Université Memorial est inférieure de 20 % à la moyenne nationale. Avec un tel écart, il est impossible de recruter et de retenir des professeurs compétents dans un marché aussi compétitif. Une étude récente de l'Association des universités de l'Atlantique mentionnait que les professeurs disponibles constituaient le principal obstacle à l'augmentation du nombre de programmes et des taux d'inscription dans les

universités de l'Atlantique. Enfin, on exige de plus en plus des universités qu'elles maintiennent leurs installations existantes tout en fournissant les nouveaux appareils et services technologiques qui sont demandés.

La croissance économique dépend de plus en plus du niveau de formation de la population. La nouvelle économie offre d'énormes possibilités sur le plan économique, mais elle pénalise fortement les pays qui sont mal préparés à affronter la concurrence. L'enseignement postsecondaire ne constitue plus un privilège, mais bien une nécessité pour que les citoyens, les provinces et les nations soient réellement concurrentiels dans cette nouvelle économie. Même les statistiques sur l'emploi abondent dans le même sens.

- L'enseignement postsecondaire a stimulé la création d'emplois. Au cours de la dernière décennie, 115 000 nouveaux emplois ont été créés dans l'Atlantique pour les travailleurs ayant mené des études postsecondaires, tandis que les emplois pour les travailleurs sans études postsecondaires ont chuté de plus de 80 000.
- L'enseignement postsecondaire réduit le chômage. Alors que le taux de chômage global est deux fois plus élevé que la moyenne nationale à Terre-Neuve, celui des diplômés universitaires se compare avantageusement aux taux de chômage des diplômés universitaires de l'Ontario et de l'Alberta.
- L'enseignement postsecondaire accroît l'emploi à plein temps plutôt que l'emploi à temps partiel. Depuis 1990, les emplois à plein temps nécessitant un diplôme universitaire ont augmenté de 30 % dans l'Atlantique, tandis que les autres types d'emplois à plein temps ont diminué.
- Les diplômés d'établissements postsecondaires gagnent des revenus plus élevés. Le revenu médian des diplômés universitaires de l'Atlantique représente plus du double du revenu des diplômés d'établissements secondaires ou des travailleurs ayant fait certaines études postsecondaires, et il est près de quatre fois supérieur au revenu médian des jeunes qui ont abandonné leurs études secondaires.
- L'enseignement postsecondaire représente un bon investissement tant pour l'individu que pour l'État. Parce qu'ils ont des revenus et des taux d'emploi plus élevés, il est en effet probable que très peu de diplômés universitaires demanderont une aide financière à l'État et que la plupart contribueront de manière significative aux recettes publiques et à la croissance économique.

Dans la nouvelle économie du savoir, la prospérité repose avant tout sur un accès à un enseignement postsecondaire de qualité et abordable. Des niveaux de scolarité plus élevés engendrent des niveaux d'emploi et de revenus plus élevés et une plus grande accessibilité à l'enseignement postsecondaire engendre une société plus égale et ouverte.